

Numéro 27 - 10 novembre 2019

Pas de port pour la guerre!

Tous contre la Conférence de guerre à Halifax !



Une élection générale est appelée en Grande-Bretagne

- Les travailleurs donnent une voix à leur propre ordre du jour
 - **Votez Non à la guerre!**
- *Déclaration de la coalition Stop the War* -

Vive Cuba révolutionnaire!

- **Rejet massif du blocus américain à l'ONU**
- **Célébration à Ottawa de la Journée nationale de la culture cubaine**

Brésil

- **Lula est libéré!**

Bolivie

- **Dénonçons le coup d'État d'inspiration étrangère**

Tous avec le peuple chilien

- Des actions militantes en appui au peuple chilien et pour l'arrêt de la répression brutale par l'État néolibéral

Des organisations et des individus condamnent la violence du gouvernement Piñera contre le peuple chilien

- Texte collectif de 40 organisations
- Artistes pour la paix
- Déclaration émise par des organisations et individus de la région de Québec
- Nous sommes avec le peuple chilien - Marche mondiale des femmes

Honduras

- Les manifestations au point d'ébullition
- *Emile Schepers* -

Pas de port pour la guerre!

Tous contre la Conférence de guerre à Halifax !



Opposons-nous au Forum de Halifax sur la sécurité internationale

Rassemblement, réunion et panel

Samedi 23 novembre

Rassemblement - 13 h

Parc Paix et Liberté de Halifax (auparavant parc Cornwallis)

À l'angle des rues Hollis et Souths

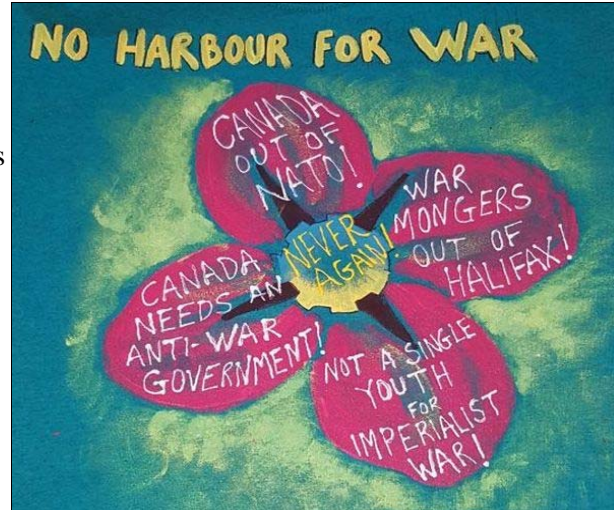
Réunion et panel - 18 h 30

Salle 302, Dalhousie Student Union Building
6136 University Ave.

De retour pour la 11e année consécutive à Halifax, le Forum d'Halifax sur la sécurité internationale se tiendra du 22 au 24 novembre prochain. La notion de sécurité préconisée par le Forum est

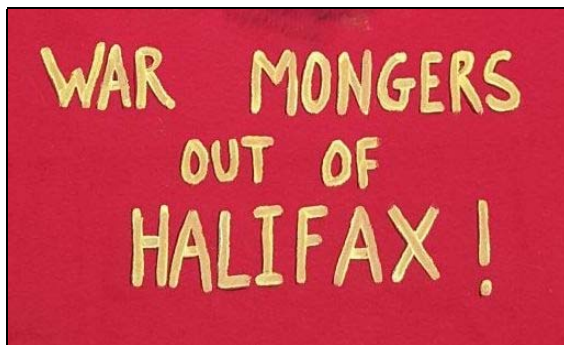
intrinsèquement liée à l'OTAN, à son ordre du jour agressif et à sa demande que le Canada augmente ses dépenses militaires de plusieurs dizaines de milliards de dollars. Cela fait également partie de la poursuite de l'intégration du Canada à la Sécurité intérieure des États-Unis mettant son peuple, ses terres, ses eaux et ses ports à la disposition des visées mondiales des impérialistes américains. Il est lié à l'appareil politique de l'OTAN, le Conseil de l'Atlantique (et son chapitre canadien, l'Association canadienne pour l'OTAN), qui soutient que l'opposition à l'OTAN constitue une « ingérence étrangère » dans les affaires du Canada.

Les Haligoniens considèrent le Forum de Halifax un anathème car ils ont longtemps déclaré que leur ville n'est « pas un port pour la guerre ! » et ils n'acceptent pas que leur ville soit un lieu de rencontre pour les fauteurs de guerre, les criminels de guerre et leurs serviteurs qui viennent ourdir de nouvelles agressions contre les peuples du monde. Ils n'acceptent pas non plus que le gouvernement canadien finance cette organisation basée aux États-Unis avec des dizaines de millions de dollars tirés des fonds publics.



Quelques 300 participants venant de 90 pays sont attendus à cette conférence de la guerre.

Dans un communiqué émis le 24 octobre, le président du Forum, Peter Van Praagh, affirme que la conférence de cette année « soulignera la nécessité d'une réponse stratégique coordonnée parmi les alliés démocratiques au défi posé par la Chine, au problème de plus en plus urgent des changements climatiques, à la sécurisation de nos systèmes démocratiques contre les ingérences étrangères, de la primauté du droit international et de la sécurité inclusive et de comment le monde réagit au leadership américain ». Le communiqué montre que le Forum de Halifax se voit comme une plate-forme d'où les États-Unis émettent leur diktat : « Comme à l'accoutumée, la conférence réunira une délégation du Congrès des États-Unis, ainsi que des dirigeants des forces armées des États-Unis et de la communauté de la sécurité au sens large. À l'échelle internationale, plus de 75 ministres, experts, chefs d'état-major de la défense et personnalités des médias se joindront à eux. »



Ce que les Canadiens considèrent comme étranger, c'est le concept de sécurité promu par le Forum de Halifax qui provient des États-Unis et des fauteurs de guerre de l'OTAN et non leurs propres revendications. Ils veulent une sécurité qui vient du fait qu'ils exercent un contrôle sur l'économie, leurs conditions de travail et toutes les questions qui affectent leur vie. Les jeunes veulent un avenir, les aînés veulent la sécurité et la dignité à la retraite, les femmes et les peuples

autochtones luttent pour la sécurité qui découle de la reconnaissance des droits qui nous appartiennent en tant qu'êtres humains. Le concept de sécurité du Forum de Halifax ne reflète pas non plus le désir des Haligoniens d'établir des relations amicales avec d'autres pays, comme en témoigne la récente conférence dont Halifax a été l'hôte, intitulée « La révolution cubaine, 60 ans après », qui souligne l'amitié entre la Nouvelle-Écosse et Cuba depuis un siècle.

LML lance l'appel à participer au rassemblement contre le Forum de Halifax sur la sécurité internationale à 13 heures le 23 novembre et aux autres activités qui auront lieu et à revendiquer que Halifax et le Canada soient une zone de paix. En plus du rassemblement, il y aura le 23

novembre à 18 h 30 une table ronde à l'édifice de l'Association étudiante de Dalhousie sur le Forum de Halifax et la visite d'Obama à Halifax le 13 novembre. Le panel de discussion inclura Margaret Kimberly, rédactrice en chef de *Black Agenda Report*. C'est une excellente occasion pour tous de parler en leur propre nom contre les préparatifs de guerre et du rôle joué par le Canada dans la promotion de l'agression et la guerre.

Une élection générale est appelée en Grande-Bretagne

Les travailleurs donnent une voix à leur propre ordre du jour

Le jeudi 12 décembre, une élection générale aura lieu dans tout l'État portant le nom de Royaume-Uni. Les élections ont été déclenchées à la suite de l'adoption de la *Loi sur une élection générale anticipée 2019* par le parlement britannique. L'appel à la tenue d'une élection générale survient après une longue liste de tentatives infructueuses pour résoudre les contradictions au sein de la classe dirigeante britannique sur la direction de l'économie britannique afin de satisfaire le plus possible les revendications de l'oligarchie financière, et la lutte des États-Unis pour la domination mondiale et leurs préparatifs de guerre. Ces contradictions se sont exprimées sous la forme de rester ou non membre de l'Union européenne. Ni le référendum sur le Brexit, ni les élections générales suivantes qui ont été déclenchées pour obtenir une solide



majorité en faveur des pourparlers sur le Brexit, ni une série de votes infructueux à la Chambre des communes pour obtenir l'approbation d'un accord ou d'un autre n'ont réglé le problème. Au contraire, les divisions au sein du gouvernement, entre les factions appelées partis politiques et au sein des partis politiques eux-mêmes n'ont jamais été aussi tranchées que maintenant. Parallèlement à cela, la crise de crédibilité et de légitimité dans laquelle sont plongées les soi-disant institutions démocratiques libérales est plus profonde que jamais. Cette crise concerne aussi la forme de gouvernement et la forme de prise de décision. La confiance dans le gouvernement, les partis qui forment un système de partis cartel et la Chambre des communes est à son plus bas et la confiance en une élection pour régler les problèmes fait également défaut.

Le Parti communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste) explique ainsi cette situation : « En définitive, l'élection ne règlera rien pour les cercles dirigeants qui sont enlisés dans leur propre guerre civile. Le vieux système parlementaire et ses mécanismes électoraux ont fait leur temps. Ils ne permettent plus le passage du pouvoir d'un parti au pouvoir à un parti de l'opposition qui représente lui aussi le statu quo. L'élite dirigeante ne réussit plus à trouver un champion qui puisse lui offrir la moindre stabilité. »

Les travailleurs britanniques veulent un parti des travailleurs qui ne fasse pas partie du statu quo. Cela nécessite de bloquer les factions au sein même du Parti travailliste qui soutiennent un ordre du jour néolibéral et le statu quo de pouvoir et de privilèges qui ont causé des ravages à l'économie britannique au cours de cette période. En détruisant l'État-providence, la classe dirigeante a privatisé les systèmes de soins de santé, d'éducation et les services publics, ainsi que

les transports, et a transféré d'autres secteurs de l'économie à la production de guerre et aux oligopoles qui font du maraudage dans tous les pays du monde.

Le PCRGB(M-L) écrit : « La classe ouvrière et le peuple peuvent faire une différence en refusant de voter pour l'establishment, en empêchant à tout le moins les conservateurs de former un gouvernement majoritaire, seuls, en alliance ou en coalition avec tout autre parti, et en affirmant puissamment leurs propres préoccupations et leur propre ordre du jour, sans abandonner la lutte pour leurs droits et intérêts. »

« Le dysfonctionnement du vieux système parlementaire de 'démocratie représentative' met en lumière la nécessité que le peuple utilise cette élection pour parler en son propre nom, et en ce sens, prendre ses affaires en main. Il ne s'agit pas seulement de mener une campagne dont le peuple est le moteur, mais de répondre à la nécessité de l'heure qui veut que le peuple s'investisse lui-même du pouvoir. »

Le PCRGB(M-L) appelle le peuple à rejeter l'ordre du jour pour ou contre le Brexit, que les cercles dirigeants veulent lui imposer. Il l'appelle à prendre en main l'ordre du jour des préoccupations populaires.

« Cette élection fournit l'occasion à la classe ouvrière et au peuple de parler en leur propre nom. Elle leur fournit l'occasion de se mobiliser pleinement pour le renouveau démocratique », dit le Parti.



Se servir de l'élection pour discuter et donner une voix aux préoccupations du peuple

« La convocation d'une élection n'est qu'une vaine tentative de mettre fin à l'impasse dans laquelle est embourbé le parlement et de résoudre les contradictions au sein des cercles dirigeants sur la question du Brexit. L'élection n'a pas été convoquée par l'establishment pour investir le peuple du pouvoir de décider de la direction à venir de la société, mais pour imposer un ordre du jour et tenter de justifier le statu quo et de prétendre que le peuple lui a accordé un mandat. La classe ouvrière et le peuple n'accepteront pas cette situation remplie de cynisme et sont déterminés à tout mettre en oeuvre pour faire valoir leur propre ordre du jour », écrit le Parti.

« Cette élection a été marquée dès le début par ses manigances et ses magouilles. Elle est à peine déclenchée que déjà les spéculations vont bon train sur les alliances et les jeux de coulisse possibles, ce qui est devenu la norme du système de partis cartels rongé par la crise et un exemple

de l'incapacité chronique de prédire les résultats.

« Suite à l'inter règne du gouvernement May, qui avait tenté de représenter tant bien que mal une stabilité par le biais d'un gouvernement de pouvoirs de police et qui a subi un échec dans sa tentative de remporter une majorité de sièges sur cette base, l'avènement de Boris Johnson a sonné le glas d'une situation stable et fonctionnelle pour la politique britannique.

« De plus, la façon de présenter les problèmes vise à priver le peuple d'une conception qui lui permet de bien apprécier la situation de guerre civile qui sévit au sein des factions dominantes et d'établir son propre ordre du jour. La désinformation présente le peuple comme étant divisé en camps opposés. Il faut tout faire pour défendre l'unité du peuple et rejeter cette division.

« Au moyen de cette polarisation du corps politique, le discours et la présentation des choses visent à ce que tous les yeux soient tournés vers les dirigeants des partis cartels et à faire croire que le problème en est un de personnalités.

« Les manoeuvres, la division et la catégorisation liées aux 'valeurs', par exemple, ont comme objectif d'empêcher le peuple de penser par lui-même et de parler en son propre nom, comme le font les sondages et les commentaires incessants des soi-disant experts. Le fait de tout réduire à une question de nombres et de tactiques sert à obscurcir les relations humaines qui existent réellement ainsi que les problèmes réels issus de ces relations.

« Dans ces conditions qui font en sorte que le peuple ne décide pas du processus électoral, des candidats ou de leurs programmes, et ne détermine pas ce qu'on appelle les enjeux électoraux, et en dépit de toutes les entraves et tentatives de préserver les vieux arrangements, le peuple doit créer les conditions qui permettront l'émergence d'une nouvelle personnalité démocratique.

« Dans cette élection, il faut organiser la discussion, une discussion qui permet à tout le monde de présenter sa propre pensée. Plutôt que de succomber aux pressions de mener les campagnes traditionnelles et les débats avec période de questions, nous pouvons mettre fin à la division entre candidats et électeurs en trouvant de nouvelles formes par lesquelles aucun participant n'est réduit à faire partie d'un panel ou à simplement poser des questions et tous sont plutôt encouragés à exprimer leurs expériences et présenter leurs points de vue.

« Le Parti communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste) et ses activistes s'engagent formellement à intervenir en ce sens dans les jours et les semaines qui suivent. »



(Workers' Weekly no. 19, le 16 novembre 2019. Traduit de l'anglais par le LML)

Votez Non à la guerre!

- Déclaration de la coalition *Stop the War* -



Stop the War exhorte les électeurs à réfléchir à la signification de cette élection pour notre politique étrangère et la situation internationale de plus en plus dangereuse.

Les guerres auxquelles les récents gouvernements britanniques ont participé en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie et ailleurs dans le monde sont responsables de la mort et du déplacement de millions de personnes ont déstabilisé des régions entières du globe et gaspillé une quantité inimaginable de ressources.

La Grande-Bretagne est depuis longtemps le soutien principal des États-Unis dans le monde occidental. Récemment, notre gouvernement a appuyé la position de confrontation de Trump face à l'Iran. Il a armé l'Arabie saoudite et donné son plein appui politique et militaire à ce pays qui provoque en ce moment la pire crise humanitaire dans sa guerre contre le Yémen. La Grande-Bretagne a aussi coopéré à des opérations continues en Syrie et en Irak.

La Grande-Bretagne a également appuyé la position de plus en plus agressive des États-Unis face à la Russie et à la Chine, évoquant ainsi pour la première fois depuis des décennies la perspective d'une confrontation entre grandes puissances.

La politique étrangère belliqueuse qui est partie intégrante de cette relation spéciale transforme le monde en une place de plus en plus terrifiante et dangereuse. Elle est une des sources du racisme et de l'islamophobie et a donné lieu à des attaques contre les libertés civiles ici au pays.

Trump a déjà été invité deux fois en Grande-Bretagne par les conservateurs. Boris Johnson a l'intention de l'accueillir à nouveau lors du sommet de l'OTAN qui est prévu le 3 décembre en Grande-Bretagne. Stop the War manifesterà à l'occasion de ce sommet.

Nous invitons les gens à utiliser leur vote de manière à contribuer à briser le cycle de violence et d'instabilité engendré par les guerres de l'occident depuis les deux dernières décennies. Un changement de cap fondamental s'impose.

(Traduit de l'anglais par LML)



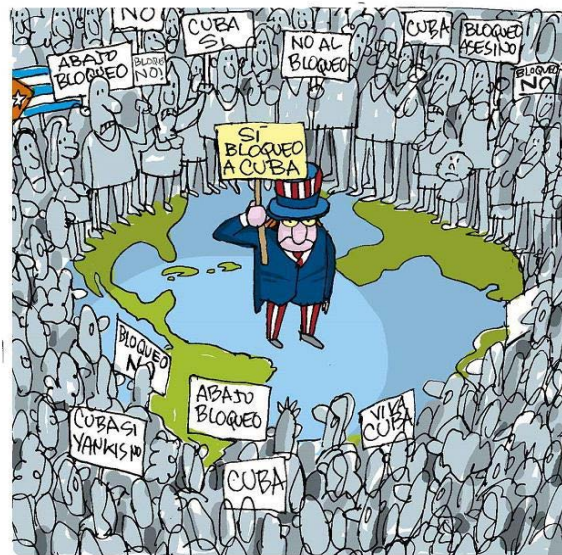
Vive Cuba révolutionnaire!

Rejet massif du blocus américain à l'ONU



Le 7 novembre 2019, pour la 28e année consécutive, l'Assemblée générale des Nations unies a rejeté de façon retentissante le blocus criminel des États-Unis contre Cuba révolutionnaire. Cent quatre-vingt-sept pays ont voté en faveur de la résolution de rejeter le blocus, trois contre et 2 abstentions. Seuls Israël et le Brésil se sont joints aux États-Unis pour appuyer le blocus. La résolution, intitulée « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique à Cuba », explique les dommages infligés à l'économie et au peuple cubains par la guerre économique menée par les États-Unis contre Cuba et qui se poursuit sans relâche, et dont l'objectif est de nier et d'éteindre le droit de Cuba à l'autodétermination et à l'indépendance. En outre, Washington poursuit sa campagne de subversion en cours et maintient la base navale des États-Unis située sur le territoire cubain de la Baie de Guantanamo occupé illégalement.

Tous les gouvernements américains ont poursuivi cette tentative illégale et immorale d'étouffer Cuba pour la soumettre à leur volonté. L'administration du président Donald Trump trouve de nouveaux moyens d'escalader l'hostilité et l'agression contre Cuba sur une base quotidienne. Les États-Unis poursuivent avec zèle et appliquent la vaste série de sanctions économiques, notamment l'activation du titre III de la *Loi Helms-Burton*, qui permet aux entreprises et aux citoyens américains d'intenter des poursuites devant les tribunaux américains, non seulement contre les entreprises cubaines, mais également les entreprises exerçant des activités commerciales et d'autres activités économiques à Cuba, quel que soit le pays d'origine.



La réponse du peuple cubain est de renforcer sa résistance et de créer de plus en plus de moyens de le surmonter. Il ne survit pas en s'adaptant aux conditions que lui impose le blocus. À la grande

consternation de l'administration Trump, le peuple cubain vit pleinement sa vie dans toutes les conditions, en humanisant son environnement social et naturel et en s'épanouissant en tant que peuple malgré les actes hostiles commis à son encontre.

À l'occasion du vote à l'ONU, le Réseau canadien pour Cuba a déclaré : « Le peuple cubain peut être certain de pouvoir compter sur l'appui et l'amitié sans faille des Canadiens. Ce soutien et cette amitié sont enracinés dans le respect écrasant des Canadiens pour les droits, l'indépendance et l'autodétermination de Cuba et une profonde admiration pour ce que le peuple cubain a accompli malgré l'agression incessante des États-Unis, qui ont forgé des liens indissociables d'amitié entre les peuples canadien et cubain. »



Célébration à Ottawa de la Journée nationale de la culture cubaine



Le 30 octobre, l'ambassade de Cuba au Canada a invité des résidents cubains, des représentants du gouvernement du Canada, des membres du corps diplomatique et des groupes de solidarité à une célébration de la Journée nationale de la culture cubaine qui, cette année, était dédiée plus particulièrement au 500^e anniversaire de la fondation de la ville de La Havane.

Lors de l'événement, le professeur émérite de l'Université de Toronto, Keith Ellis, s'est vu décerner la médaille Haydée Santamaria par le Conseil d'État de la République de Cuba pour sa contribution exceptionnelle à la littérature latino-américaine et caribéenne. Ellis est l'auteur de nombreux livres et essais. Il a aussi le grand mérite d'avoir traduit et rendu accessible au public anglophone les oeuvres du poète national cubain Nicolas Guillen et les *Vers libres* du héros national cubain José Martí.

L'ambassadrice de Cuba au Canada, Josefina Vidal, a personnellement reconnu l'oeuvre inestimable du professeur Ellis et a dit que le 20 octobre serait désormais la Journée nationale de la culture cubaine et du 500^e anniversaire de La Havane.



Les personnes présentes ont pu savourer plusieurs pièces musicales interprétées par le pianiste

cubain Miguel de Armas et par la jeune Amanda Moreno, qui étudie le violon. Elles ont aussi apprécié l'exposition de photos « Habaneros » du photographe John Pinel, aussi présent à l'événement. Il y a également eu l'exposition « La Havane » des photographes uruguayens Albino Moldes et Marcelo Romano.

Brésil

Lula est libéré!



Lula est accueilli par un rassemblement du syndicat des métallos ABC à Sao Bernardo de Campo, le 9 novembre 2019, le jour de sa libération.

Vendredi le 8 novembre, le populaire ancien président du Brésil, Luiz Inacio « Lula » da Silva, a été libéré de prison à Curitiba dans l'État méridional de Parana où il avait été incarcéré en isolement cellulaire depuis un an et sept mois. Il a été libéré suite à une décision de 6 contre 5 de la Cour suprême la nuit précédente selon laquelle une personne ne peut être emprisonnée que lorsque tous les recours d'appel devant les tribunaux supérieurs ont été épuisés. Lula conteste toujours le jugement qui a mené à son incarcération après avoir perdu son premier appel. Les accusateurs de Lula n'ont jamais fourni aucun élément de preuve pour établir sa culpabilité pour quelque crime que ce soit.



Par contre, des preuves accablantes se font jour contre le juge et procureur comme quoi il aurait comploté pour veiller à ce que Lula soit emprisonné afin de l'empêcher de participer à l'élection présidentielle de l'année dernière en tant que candidat du Parti des travailleurs, élection qu'il était à peu près certain de remporter. Ce juge occupe aujourd'hui la fonction de ministre de la Justice et de la Sécurité publique pour le président Jair Bolsonaro.[1]

La nouvelle de la libération de Lula a été accueillie avec joie par ses nombreux camarades, amis et

partisans. Une foule l'attendait impatiemment à la porte de la prison pour l'accueillir dès sa sortie. Lorsqu'il est sorti avec le poing levé, Lula a été accueilli par une foule brandissant les drapeaux rouges du Parti des travailleurs et des bannières où on pouvait lire « Libérez Lula ». Celui-ci s'est rendu directement à la vigile pour la libération de Lula, un campement érigé dès le premier jour de son arrestation devant le quartier général de la police à Curitiba où il était incarcéré. Une fois sur place, il a livré un discours pour remercier ses avocats de la défense, sa famille et les nombreux individus et organisations qui l'ont appuyé, mené des campagnes et combattu sans relâche pour qu'il soit libéré.

« Vous ne pouvez imaginer à quel point je suis heureux d'être ici avec vous tous », leur a dit Lula. « Toute ma vie, j'ai parlé au peuple brésilien, et je n'ai jamais imaginé qu'un jour je serais en train de parler aux hommes et aux femmes qui pendant 580 jours m'ont crié 'bonjour, Lula', 'bon après-midi, Lula', 'bonne soirée Lula'. Et cela, malgré la pluie, les chaleurs de 40 degrés ou le froid. À chaque jour, vous avez été la force vive de la démocratie qui m'a permis de résister aux atrocités commises contre moi et contre la justice brésilienne », a-t-il dit. « Je veux que le ministère public et le juge Sergio Moro sachent qu'ils n'ont pas emprisonné un homme, ils ont tenté de tuer une idée, mais les idées ne meurent pas, elles ne disparaissent pas. »

Lula a déclaré qu'à sa sortie de prison il se sentait plus courageux que jamais et prêt à lutter pour le peuple brésilien et qu'il ne permettrait jamais à Bolsonaro de céder le pays à des puissances étrangères.

Le samedi, il est allé à sa ville natale de Sao Bernardo do Campo, une ville ouvrière près de Sao Paulo, où il a participé à un rassemblement devant le Syndicat des métallos ABC dont il était le dirigeant avant de devenir président et qui a toujours été sa base. Il a dit à la mer de partisans venus célébrer sa libération que ceux-ci allaient devoir se battre sans merci, que la lutte ne peut être menée sporadiquement, qu'on ne pouvait lutter un jour, arrêter pendant trois mois, et commencer à nouveau. La lutte est une affaire quotidienne.

L'équipe d'avocats de Lula a dit que la bataille juridique se poursuivrait et que l'objectif est de faire infirmer sa condamnation.

Note

1. « Six failles dans la nouvelle guerre judiciaire menée contre Lula », Brien Mier, *LML*, 9 février 2019

(*Brasil de Fato*, *teleSUR*, *Brasil Wire*, *France24*. Photos: *Brasil de Fato*, G. Mendez)

Bolivie

Dénonçons le coup d'État d'inspiration étrangère

Le 10 novembre, après une série d'attaques brutales de la part de l'opposition d'inspiration étrangère, le président bolivien, Evo Morales, et son vice-président, ont annoncé leur démission et la passation des rênes du gouvernement à l'Assemblée nationale. *LML* dénonce les actes graves de violence, d'incendie criminel, de détournement de fonds et d'autres activités contre les ministres du gouvernement Evo Morales, sa famille et les familles de ministres, ainsi que contre les dirigeants d'organisations de masse des travailleurs et de citoyens. Toute cette tentative de coup d'État est incitée par les États-Unis, le Canada et d'autres pays qui commettent des attaques injustifiées contre les institutions démocratiques au nom de la démocratie, des droits humains et autres prétentions. *LML* dénonce la position totalement raciste du gouvernement du Canada qui prétend défendre les droits des peuples autochtones, mais fait tout pour saper le premier président

autochtone, qui a su restituer la dignité des Premières Nations et de tous les opprimés. Cela montre que ces représentants de l'oligarchie financière internationale et des intérêts miniers privés étroits ne toléreront pas que les peuples se donnent le pouvoir de décider de leurs affaires et que leur discours sur l'état de droit et la défense de l'ordre démocratique est purement démagogique et contre-révolutionnaire.



Plus tôt dans la journée, le président Evo Morales a annoncé qu'il appelait une nouvelle élection présidentielle après une nuit de vandalisme et de violences dans différentes régions du pays, perpétrés par les forces de l'opposition de droite dans ce que le gouvernement bolivien a qualifié de tentative de coup d'État.

Les maisons de deux gouverneurs, ainsi que celle du ministre des Mines et celle de la soeur du président Morales, ont été incendiées et des personnes associées au parti au pouvoir, le Mouvement pour le socialisme (MAS), ont été agressées. Des manifestants de l'opposition violente ont également pris le contrôle de deux médias d'État et menacé leur personnel. Le signal de Bolivia TV a été interrompu pendant plus de huit heures. Pendant ce temps, des mouvements sociaux et d'autres partisans du président Morales sont descendus dans les rues de différentes villes pour défendre les processus démocratiques du pays et la constitution contre la destruction par les forces du coup d'État.

Evo Morales a déclaré en conférence de presse à La Paz qu'il remplacerait également le Tribunal électoral suprême du pays par un nouveau tribunal composé de membres élus par l'Assemblée législative. Il a appelé au calme et au respect de la propriété privée, des autorités et des familles. « Nous avons tous l'obligation de rendre la Bolivie pacifique », a-t-il dit.

Aux côtés de Juan Carlos Guarachi, dirigeant de la Fédération des travailleurs de Bolivie, et de Segundina Flores, secrétaire exécutive de la Fédération nationale des femmes autochtones de Bartolina Sisa, Evo a déclaré que sa décision avait été prise après avoir consulté différents mouvements sociaux du pays.

Cette annonce fait suite à la publication le 9 novembre par l'Organisation des États Américains (OÉA) du rapport de son audit des élections du 20 octobre dans lequel elle recommandait la tenue d'une nouvelle élection « dès que les conditions sont réunies, y compris un corps électoral nouvellement composé ».

Carlos Mesa, chef du parti de l'opposition, parti des citoyens, est arrivé deuxième derrière Evo et

avait déclaré avant même l'élection que les forces de l'opposition lanceraient un coup d'État si Evo l'emportait, et a déclaré que Evo et son vice-président Alvaro García Linera ne devraient pas se présenter à la nouvelle élection.

Résultats de l'élection du 20 octobre



Manifestations saluant la réélection d'Evo Morales, le 29 octobre 2019

La loi électorale bolivienne exige qu'un candidat obtienne 50 % des voix plus un, soit 40 % et un avantage de 10 points sur son rival le plus proche, pour être déclaré vainqueur au premier tour. Sinon, un second tour est requis. Lorsque le Tribunal électoral suprême a annoncé les résultats définitifs des élections, Evo a été déclaré vainqueur avec 47,07 % des suffrages, contre 36,51 % pour Mesa. Chi Hyun Chung, du Parti démocrate-chrétien, occupe la troisième place avec 8,78 %.

Or, bien avant que tous les résultats aient été reçus et compilés, la mission d'observation des élections de l'OÉA rapportait des « irrégularités » dans le décompte des voix, sans aucune preuve crédible à l'appui, sans tenir compte non plus des différences connues dans les tendances du vote et de la lenteur avec laquelle les résultats sont généralement transmis des zones urbaines et des zones rurales les plus reculées du pays où le soutien à Morales est traditionnellement fort.

Evo Morales a déclaré en entrevue le 24 octobre qu'historiquement, à l'époque coloniale, les mouvements indigènes étaient menacés d'extermination, et que « lorsque les élections reviennent, ils ne reconnaissent plus les mouvements indigènes comme par le passé, alors nous voyons l'histoire se répéter ». Il a dénoncé le fait que Mesa et d'autres responsables politiques d'extrême droite étaient à l'origine de la haine, du mépris et de la discrimination en présumant ignorer le vote en milieu rural et en appelant la population à se mobiliser contre les résultats favorables au MAS. Indien aymara originaire des hauts plateaux boliviens, en 2006 Evo est devenu le premier président autochtone du pays et a remporté deux autres élections après cela. Son objectif dans un quatrième mandat était d'approfondir les transformations sociales et économiques entamées depuis son entrée en fonction.

Avant et après l'annonce des résultats, le chef de l'opposition, Carlos Mesa, et d'autres membres de l'oligarchie bolivienne et de riches hommes d'affaires, basés pour la plupart dans la région de Santa Cruz, ont tenté de concrétiser leur coup d'État. Suivant le modèle établi par d'autres forces de soutenus par de l'étranger au Venezuela et au Nicaragua, ils ont incendié sept bureaux électoraux régionaux, se sont livrés à d'autres actes de vandalisme et de violence à différents

endroits au pays et ont appelé les forces militaires et policières à se mutiner.

Pour déjouer les forces du coup d'État et éviter les effusions de sang, Evo et le MAS ont finalement accepté que l'OÉA effectue un examen technique des résultats et s'engagent à respecter ses recommandations, y compris l'appel à un second tour de scrutin fondé sur ses résultats si nécessaire.

L'ingérence du Canada

Bien avant que l'OÉA n'ait effectué son examen, le 29 octobre, le Canada a cité les « graves irrégularités » évoquées dans les « conclusions préliminaires » de la mission d'observation de l'OÉA, notamment « que le processus électoral n'était pas conforme aux normes internationales ». Il déclarait un « sérieux doute sur la légitimité des résultats » qui rendait impossible l'acceptation du vote dans les circonstances données. Il a ensuite rejoint les États-Unis et une poignée d'autres gouvernements du Groupe de Lima et de l'Union européenne en appelant illégitimement à un second tour d'élections, alors que les autorités électorales boliviennes avaient déclaré Evo élu conformément à la loi électorale du pays. Le Groupe de Lima apportait ainsi un soutien à l'ingérence électorale de l'OÉA, qui avait déclaré précédemment que même si, après la comptabilisation de 100 % des suffrages et une marge dépassant le seuil de 10 points, il était toujours souhaitable de convoquer une deuxième tour de scrutin en raison du « contexte et des problèmes mis en évidence dans ce processus électoral ».

Ainsi, le Canada, le parangon autoproclamé de la « démocratie » et de l'« ordre international fondé sur des règles », montre à nouveau son hypocrisie en participant avec les États-Unis et d'autres gouvernements serviles du Groupe de Lima à l'ingérence de l'OÉA contre des gouvernements à l'esprit indépendant, sujets à la déstabilisation et au changement de régime par l'impérialisme américain.

En revanche, lors d'une séance du Conseil permanent de l'OÉA réunie le 24 octobre pour examiner la situation en Bolivie, la représentante du Mexique, Luz Elena Baños, a évoqué le manque évident d'impartialité de la mission électorale de l'OÉA : « Nous demandons le respect des processus souverains et condamnons les affirmations fallacieuses de certains États membres de cette organisation qui, bien que leur pays soit en proie à de grands bouleversements sociaux et politiques, veulent être les juges et les observateurs de la démocratie dans les autres pays de la région. Nous appelons au respect de la souveraineté et de l'institutionnalité de l'État plurinational [de la Bolivie] et demandons que l'OÉA ne devienne pas un organisme d'accréditation des processus politiques et des gouvernements. » Elle a ajouté que le Mexique souhaitait que les élections en Bolivie se déroulent conformément aux lois en vigueur, sans ingérence extérieure.

(TeleSUR, ABI, Orinoco Tribune, Al Jazeera. Photos : ABI, AVN)

Tous avec le peuple chilien

Des actions militantes en appui au peuple chilien et pour l'arrêt de la répression brutale par l'État néolibéral

Montréal

Depuis le 28 octobre, la communauté chilienne de Montréal et ses alliés ont organisé quatre actions en cinq jours en appui au peuple du Chili qui lutte contre les conditions de vie et de travail

intenable qui lui sont imposées par l'ordre du jour néolibéral de l'élite dirigeante du Chili. Les participants aux actions ont aussi dénoncé et demandé l'arrêt de la violence sanglante qu'exerce l'État chilien contre un peuple vaillant qui lutte pour ses droits et son bien-être. Le président Sebastian Piñera, lui-même un homme d'affaires milliardaire et un des hommes les plus riches du Chili, utilise les forces policières et militaires du pays pour criminaliser et réprimer l'opposition à ses mesures néolibérales antisociales.



Montréal, 2 novembre 2019

Les manifestations ont eu lieu devant le consulat du Chili et, le samedi 2 novembre, au Parc Émilie-Gamelin au centre-ville de Montréal, où plus de 200 personnes de tous âges et horizons se sont rassemblées pour ne faire qu'un avec le peuple chilien et les peuples des Amériques qui revendiquent leurs droits et une direction prosociale de l'économie déterminée par eux. De nombreux participants aux actions ont déclaré que plus jamais les Amériques ne vont être la chasse gardée des impérialistes américains et d'une oligarchie qui n'a que la répression à offrir, lorsque le peuple revendique ses droits fondamentaux, afin de préserver ses privilèges et son pouvoir.



Le samedi 2 novembre, de 13 h à 17 h, des chants de résistance, des slogans et des danses ont créé l'animation autour de la revendication que Piñera soit destitué et qu'une nouvelle constitution soit écrite qui règle ses comptes avec le passé de dictature. Les crimes commis par le gouvernement Piñera contre le peuple chilien ne peuvent rester impunis, ont déclaré les participants.



Montréal, 30 octobre 2019

En date du 8 novembre, la répression du gouvernement Piñera a fait au moins 23 morts (et possiblement des dizaines d'autres selon certaines sources). Les reportages établissent à 1659 le nombre de blessés et à 7000 le nombre de personnes détenues, dont 475 mineurs. Le 6 novembre, l'Institut avait entamé 181 poursuites contre les forces de répression de l'État pour homicide, torture et agression sexuelle. L'esprit qui animait les participants est la conviction que c'est la résistance des Chiliens et la solidarité des peuples qui permet de mettre fin à la violence de l'État contre le peuple

Le gouvernement de Justin Trudeau a été directement interpellé pour son refus de condamner la répression de Piñera. Les participants ont souligné le fait que le premier ministre Trudeau a publié un communiqué provocateur le 29 octobre où il disait avoir partagé avec ce dernier « ses préoccupations au sujet des irrégularités électorales en Bolivie », puis salué « la collaboration entre le Canada et le Chili dans divers dossiers prioritaires communs, notamment les efforts visant à résoudre la crise au Venezuela ». Cela ne fait que rappeler à tous que l'appui organisé au peuple chilien et aux autres peuples combattants des Amériques est intrinsèquement lié à la lutte ici même pour dénoncer l'hypocrisie libérale et le bellicisme contre les peuples et pour faire du Canada une zone de paix. Plusieurs participants ont indiqué que la lutte du peuple chilien et la lutte de tous les peuples pour leurs droits et leur dignité est une et que c'est notre devoir à tous de l'intensifier.



Calgary

À Calgary, plus de 200 personnes se sont rassemblées à Olympic Plaza pour manifester leur appui aux actions de masse en cours au Chili et pour s'opposer à la répression policière et militaire. Du début à la fin, les manifestants ont tenu un rassemblement animé et énergique avec de la musique et beaucoup de bruit. De nombreux véhicules qui passaient ont klaxonné en signe d'appui.





Windsor

Le 24 octobre, un rassemblement a eu lieu à Windsor, en solidarité avec les Chiliens qui luttent pour leurs droits et contre la répression brutale des forces de sécurité de l'État. C'était à l'Université de Windsor, face à l'entrée du pont Ambassador qui mène aux États-Unis, où les participants ont frappé sur des pots et des casseroles et ont été informés par les intervenants des événements récents et des conditions de vie au Chili qui ont provoqué le soulèvement de la population.



**Des organisations et des individus condamnent la violence
du gouvernement Piñera contre le peuple chilien**

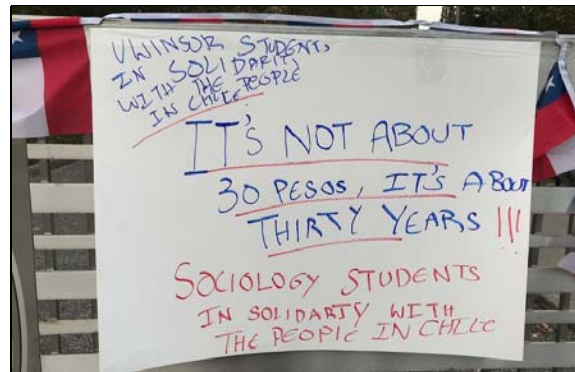
Texte collectif de 40 organisations



Montréal, 6 novembre 2019

Par la présente, nous, les organisations signataires, souhaitons exprimer notre profonde indignation face à la violente répression qui sévit au Chili et qui vise à faire taire la forte vague de contestation sociale qui secoue le pays depuis la semaine dernière. La déclaration d'état d'urgence, l'imposition d'un couvre-feu et le déploiement massif des forces militaires et policières bafouent les droits fondamentaux du peuple chilien. Cette répression rappelle dramatiquement les méthodes utilisées par la funeste dictature de Pinochet.

L'accroissement du mécontentement populaire face aux insoutenables conditions de vie qui accablent le pays fut catalysé par une action générale de désobéissance civile des étudiants et étudiantes du secondaire qui ont refusé de payer le métro afin de protester contre la hausse des tarifs décrétée par le gouvernement de Sebastian Piñera. Ceci a été l'élément déclencheur d'une vaste mobilisation sociale partout au pays. Face à l'irruption de contestations et du grabuge qui s'est produit en parallèle, le gouvernement a répondu,



le 18 octobre dernier, par une forte répression et a décrété l'état d'urgence et un couvre-feu, activant ainsi la loi martiale. Ces mesures ont été étendues aux principales villes de cinq régions du Chili. Le recours à la criminalisation des manifestations ainsi qu'à la militarisation des forces de l'ordre laisse un bilan alarmant. Selon les données émises le 21 octobre dernier par l'Institut national de droits humains (INDH), qui a déjà entamé plusieurs poursuites afin de dénoncer des actes de torture, on compte au bas mot 2 643 personnes détenues, 15 personnes assassinées, 8 personnes atteintes par balles, des centaines de personnes blessées et 4 personnes frappées par des véhicules des forces répressives. *[En date du 8 novembre, selon les reportages 23 personnes ont été tuées, 1659 blessées et plus de 7000 ont été détenues - note de la rédaction]*

La vaste majorité du peuple chilien, par le biais des organisations sociales, syndicales et étudiantes, ainsi que les travailleur.euse.s de la santé, les travailleurs portuaires, les professeur.e.s, les retraité.e.s et les artistes, soulignent clairement l'urgence de trouver des solutions aux graves problèmes associés à la détérioration alarmante des services sociaux essentiels ainsi qu'à la corruption de la classe politique et du patronat. À ces revendications s'ajoute une dénonciation de la privatisation des cours d'eau et des terres, ainsi que de l'application de la loi antiterroriste contre les autochtones qui défendent leurs territoires.

Dans ce contexte, et considérant l'extrême gravité de la situation et de son évolution critique de

celle-ci, les organisations signataires appuient les revendications de nombreuses organisations internationales et chiliennes

en déclarant ce qui suit :

- Nous accusons le président Piñera de tenir un discours violent et haineux par sa stigmatisation de la contestation sociale qu'il associe à la délinquance ;
- Nous répudions le blocus médiatique, la désinformation et la manipulation de l'information qui occultent la réelle ampleur de la contestation sociale, de ses demandes et de la répression brutale qui sévit partout au pays ;
- Nous dénonçons catégoriquement les violations aux droits humains de la part des forces policières et militaires (détentions illégales, enlèvements, tortures, assassinats et agressions sexuelles) qui constituent une véritable déclaration de guerre contre le peuple chilien ;
- Nous répudions l'utilisation de la répression comme forme de gouvernance (violation au droit de circulation, droit d'association et droit de manifestation) et la violation de l'État de droit et exigeons le retrait immédiat des forces militaires ;
- Nous exigeons la restitution de démocratie par la levée de l'état d'urgence et du couvre-feu qui s'attaquent à ses fondements ;
- Nous lançons un appel criant et urgent au gouvernement chilien afin qu'il écoute et trouve des solutions aux demandes sociales à la base de la crise actuelle.

Voir la [liste complète des signataires](#)

(30 octobre 2019)

Artistes pour la paix

Nous suivons avec attention le développement de la révolte populaire et de la répression exercée par l'armée et la police nationale.

La violence exercée contre la population nous préoccupe au plus haut point et nous souhaitons le respect des droits des personnes et la fin de l'utilisation de la violence armée.

En soutien à vos organismes, nous demandons une sortie de crise pacifique et des négociations démocratiques par rapport aux enjeux en cause dans la société chilienne.

(25 octobre 2019)

Déclaration émise par des organisations et individus de la région de Québec

Alors que le Chili est depuis plus d'une semaine, le théâtre de manifestations populaires grandissantes pour dénoncer la hausse du coût de la vie et des transports ;

Alors que les jeunes étudiants du secondaire se sont organisés collectivement pour occuper le

métro de Santiago et ne plus le payer ;

Alors que de gigantesques concerts de casseroles dans les quartiers populaires et de classes moyennes ont commencé à se faire entendre à l'échelle nationale pour dénoncer les coupures dans l'éducation et la santé, les misérables retraites ainsi que les transferts de ressources publiques vers de grands consortiums toujours plus riches ;

Alors donc que le peuple chilien fait partout entendre son mécontentement, le gouvernement conservateur et néolibéral de Sebastian Piñera n'a rien trouvé de mieux que d'opter pour la répression et la criminalisation de ces mobilisations et manifestations ;

Il a déclaré pour 15 jours l'État d'urgence pour la région métropolitaine de Santiago et plusieurs grandes villes du Chili. Il a décrété le couvre-feu entre 19 heures et 7 heures du matin. Et fait descendre la police et l'armée dans la rue, responsable désormais du maintien de l'ordre sous la gouverne du général Iturriaga del Campo, un homme réputé pour sa dureté et sa fidélité au régime du général Pinochet. De quoi évoquer, pour beaucoup de Chiliens les tragiques souvenirs de la dictature militaire de 73. Et exacerber toutes les tensions et gestes désespérés.



Depuis Québec, où nous suivons avec inquiétude ces événements (alors que 10 000 militaires occupent Santiago, 42 personnes sont mortes, 121 personnes disparues, 12 femmes violées par les forces armées, 84 personnes blessées par arme à feu et 1465 personnes ont été arrêtées), nous dénonçons le silence ou la désinformation d'une grande partie des médias.

Nous demandons la cessation immédiate de l'État d'urgence, nous exigeons le retrait de l'armée de l'espace public et la fin des violences policières. Nous appelons à la solidarité avec le peuple chilien.

Voir la [liste complète des signataires](#)

(22 octobre 2019)

Marche mondiale des femmes

- 28 octobre 2019 -

La Marche Mondiale des Femmes salue la rébellion de la jeunesse chilienne qui a donné l'exemple de son courage depuis jeudi 17 octobre dernier. Nous sommes solidaires du peuple chilien qui, fatigué des politiques néolibérales qui lui enlèvent ses droits, se joint aux protestations des étudiants et étudiantes du secondaire.

Nous embrassons solidairement toutes les femmes chiliennes qui se joignent aux manifestations d'insatisfaction avec leurs chaudrons. Elles témoignent de façon claire de leur engagement pour la vie.

Le peuple chilien vit une perte continue de ses droits sociaux, économiques et culturels. Sa rage est née de la hausse des prix de l'eau et des restrictions à son accès, de la loi sur la migration, de

l'approbation du TTPP11 et de ses conséquences pour les petits producteurs dans le pillage de leurs territoires aux mains de l'extractivisme, de la non-reconnaissance du droit des femmes de choisir leur corps et de la violence systémique à l'égard des femmes, du peuple Mapuche, des migrants, des étudiants et des travailleurs et travailleuses.

Les protestations et manifestations sont l'expression accablante du rejet des Chiliens de l'État néolibéral qui impose sa démocratie sous la médiation des ressources et des intérêts capitalistes et de leurs grandes entreprises de communication. Les gens dans la rue ont clairement fait savoir qu'ils ne voulaient pas laisser les capitalistes continuer à transformer leur vie en marchandises, qu'ils ne voulaient plus que l'État subventionne le secteur privé et les entreprises au prix de la précarité de la vie des femmes, de la classe ouvrière, de l'éducation et de la santé publique aux dépens de la vie elle-même.



Nous sommes plus que jamais au Chili avec la Marche mondiale des femmes. Notre étreinte atteint particulièrement les familles attristées par la réaction excessive du gouvernement et de la police.

Nous répudions fermement le gouvernement Piñera qui utilise les stratégies de Pinochet pour tenter de réprimer les manifestations.

Nous répudions la criminalisation et la banalisation des manifestations. Nous rejetons fermement l'application de la *Loi sur la sécurité intérieure de l'État* laquelle constitue une atteinte manifeste aux droits démocratiques les plus fondamentaux et rappelle les pires moments de la dictature. Nous exigeons la démilitarisation des rues et la reconnaissance du droit de protestation que possède le peuple. Nous faisons un appel aux membres de l'armée chilienne pour leur rappeler qu'ils et elles font partie du peuple, que leurs familles et leurs communautés sont dans la rue et qu'aucun ordre ne peut être respecté à l'encontre du devoir de protéger le peuple.

En Amérique et partout dans le monde, continuons à marcher contre le néolibéralisme et l'autoritarisme jusqu'à que toutes et tous soyons libres !

Nous résistons pour vivre, nous marchons pour transformer.

(28 octobre 2019)

Honduras

Les manifestations au point d'ébullition

- Emile Schepers -

Depuis la réélection en 2017 du président hondurien Juan Orlando Hernandez du Parti national de droite, des manifestations de masse ont eu lieu sans relâche dans les rues des villes honduriennes. Plusieurs ont jugé que cette élection était une fraude, mais maintenant la décision d'un tribunal aux États-Unis a jeté le feu aux poudres, alimentant la colère contre Hernandez, un proche allié de l'administration Trump.

Le 18 octobre, un tribunal fédéral des États-Unis à New York a déclaré le frère du président, Tony

Hernandez, coupable de graves accusations liées au narcotrafic. Et bien que Juan Orlando Hernandez ait antérieurement affirmé que son frère était l'unique responsable de ses actes, les preuves retenues contre Tony sont compromettantes pour Juan Orlando et son prédécesseur, l'ancien président hondurien Porfirio Lobo.



Grandes manifestations à San Pedro Sula, au Honduras, le 19 juin 2019

Un des principaux témoins au procès, le gangster Devis Rivera Madriaga, a attesté avoir soudoyé les présidents Hernandez et Lobo afin que le cartel de narcotrafic Cachiros puisse librement transporter des stupéfiants par le Honduras en route pour la vente aux États-Unis. Aussi, des preuves sont venues confirmer que la première campagne électorale du président Hernandez en 2013 avait bénéficié de l'appui d'un financement provenant du trafic de drogue.

L'avènement de Lobo et des frères Hernandez au pouvoir au Honduras a été rendu possible par le coup d'État militaire de 2009 qui a renversé le président de gauche Manuel Zelaya. À ce moment-là, les États-Unis avaient manœuvré pour empêcher Zelaya de retourner au pouvoir, ce qui a mené à l'élection de Lobo en novembre 2009, dans un contexte où les forces de sécurité réprimaient l'opposition, dont une section avait décidé de boycotter les élections.

Le régime Hernandez a été particulièrement violent. La police a été militarisée, les manifestations ont été réprimées, et il y a eu l'assassinat de personnalités de l'opposition proches du peuple, y compris l'illustre défenderesse environnementaliste autochtone Berta Caceres, assassinée en mars 2016 en raison de son activisme en opposition à un projet de barrage néfaste pour l'environnement.

Les gens appauvris des villes et des campagnes ont été les premiers à subir la répression, alors que des grandes entreprises voraces ont travaillé main dans la main avec les forces de sécurité pour réprimer leurs efforts pour défendre leur moyen de subsistance. Par exemple, dans le sud d'Aguan, il y a eu de nombreux décès d'agriculteurs qui résistent aux empiètements des propriétaires fonciers qui cherchent à élargir la culture de palme africain destinée aux marchés internationaux de biocombustibles. Sur la côte caribéenne, la population afro-autochtone de Garifuna est la cible d'énormes pressions de puissants intérêts qui veulent les repousser pour ouvrir la porte à de lucratifs projets touristiques.

C'est donc sans surprise que le vendredi 18 octobre, à la suite de la condamnation de Tony Hernandez et dans le contexte des révélations au sujet de son frère le président, les Honduriens soient descendus dans la rue pour manifester à nouveau. L'ancien président Zelaya, qui est maintenant chef du parti politique de gauche LIBRE, a participé aux manifestations dans la

capitale hondurienne Tegucigalpa. Le lundi 21 octobre, d'autres manifestations ont eu lieu dans la capitale et dans d'autres villes, où les manifestants ont dressé des barricades et brûlé des pneus dans la rue et ont été violemment réprimés par les forces de l'ordre. Des gaz lacrymogènes projetés par la police ont rempli le campus de l'Université pédagogique Francisco Morazan, près du site d'une des principales manifestations dans la capitale.

La longue suite de manifestations et d'affrontements avec les forces de l'ordre ont causé des morts et des blessures et de nombreux Honduriens ont été incarcérés pour leur opposition active au régime corrompu de Hernandez. Bien qu'en ce moment la principale revendication des manifestants et d'une grande partie de l'opposition est la démission de Juan Orlando Hernandez, de longues luttes se préparent pour réparer les dommages imposés à cette nation extrêmement pauvre de 9,3 millions de personnes depuis le coup de 2009.

Jusqu'à récemment, l'administration Trump a fermement appuyé le régime violent de Tegucigalpa. Le fait que le gouvernement de Juan Orlando Hernandez ait été élu de façon malhonnête, qu'il soit corrompu et antidémocratique, a laissé Trump et ses acolytes indifférents, tout comme son implication dans les affaires de drogue. Cependant, plus tôt cette année, l'aide au Honduras a été coupée en raison de l'hystérie anti-immigrants de Trump. Le président des États-Unis et ses acolytes ne s'inquiètent pas outre mesure de voir que le gouvernement Hernandez pille et réprime les travailleurs et les agriculteurs pauvres. Ce qui l'inquiète, c'est lorsque les victimes de cette violence tentent de s'en échapper en prenant la route des États-Unis.

Non sans ironie, depuis un certain nombre d'années, plusieurs personnes au sein du Congrès tentent de mettre fin à l'appui financier des États-Unis à la répression au Honduras. En ce moment, un projet de loi a été déposé au Congrès qui va dans ce sens : la *Loi sur Berta Caceres et les droits humains*, H.R. 1945. Le principal parrain du projet de loi est le représentant démocrate de Géorgie Hank Johnson, et il a gagné l'appui de 73 autres partenaires, tous des démocrates. Le projet de loi mettrait fin à la presque totalité de l'appui financier des États-Unis aux forces de l'ordre honduriennes. Cependant, pour que cette loi soit adoptée, les gens préoccupés par la situation au Honduras vont devoir agir et demander à leurs représentants au Congrès de la soutenir.

Les organisations des droits humains font tout leur possible en ce moment pour exiger que la pression soit exercée en appui au peuple hondurien en ce moment critique. Le Réseau de solidarité avec le Honduras, avec l'appui de l'Alliance pour la Justice mondiale et d'autres organisations, souligne qu'un grand nombre de Honduriens ont déjà été incarcérés ou sont menacés d'incarcération pour leurs courageuses manifestations contre le gouvernement illégal de Juan Orlando Hernandez. Ces organisations exigent que les États-Unis exercent immédiatement une pression pour forcer les autorités honduriennes à libérer tous les prisonniers politiques.

Emile Schepers est un activiste chevronné pour la défense des droits civils et des immigrants. Il est né en Afrique du Sud et est titulaire d'un doctorat en anthropologie culturelle de la Northwestern University. Il travaille comme chercheur et militant dans des communautés urbaines de la classe ouvrière à Chicago depuis 1966. Il est actif dans la lutte pour les droits des immigrants, en solidarité avec la révolution cubaine et sur plusieurs autres fronts. Il écrit maintenant du nord de la Virginie.

(peoplesworld.org, 24 octobre 2019. Traduit de l'anglais par LML)